

F. 98 — 224

[S - C - 97/29409]

**27 OCTOBRE 1997. — Décret contenant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Constituent des fonds budgétaires au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991, les fonds inscrits au tableau annexé au présent décret avec indication de la nature des recettes et de l'objet des dépenses autorisées.

Les dispositions décrétales, légales et autres, relatives aux fonds budgétaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, restent d'application, pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec les dispositions du présent décret organique, ni avec celles de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat coordonnées le 17 juillet 1991.

Le Gouvernement peut apporter au tableau annexé au présent décret les modifications nécessaires pour les mettre en concordance lors d'une modification décrétales ou du remplacement d'un décret.

**Art. 2.** Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds budgétaires inscrits au tableau annexé au présent décret est indiqué à la suite de la dénomination de chacun de ces fonds.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du Gouvernement sont désignés par l'indice B.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé directement par les comptables qui ont opéré les recettes sont désignés par l'indice C.

**Art. 3.** Le décret organique créant des fonds budgétaires et désignant les fonds budgétaires figurant au budget général des dépenses de la Communauté française du 21 décembre 1992 modifié par les décrets des 27 décembre 1993, 22 décembre 1994, 20 décembre 1995 et 25 juillet 1996 est abrogé.

**Art. 4.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 27 octobre 1997.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,  
W. ANCIEN

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,  
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

## Annexe

Liste des fonds budgétaires au sens de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat,  
coordonnées le 17 juillet 1991

Ministère de la Communauté française

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
1. Fonds destiné aux rémunérations des agents contractuels subventionnés du ministère de la Communauté française (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.
2. Fonds destiné aux rémunérations des agents contractuels subventionnés du ministère de la Communauté française (Education, Recherche et Formation) (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.
3. Fonds des actions communautaires (B)	Vente de publications, de catalogues, de guides, droits d'inscription dans le domaine communautaire. Solde créditeur de l'actif de l'ASBL Centre d'animation permanente dissoute. Subsides en provenance de l'Union européenne ou d'autres institutions internationales.	Achat de biens et de services, subventions, honoraires, investissements, dépenses diverses relatives à des actions et interventions ponctuelles exceptionnelles dans le domaine communautaire.
4. Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Matières culturelles (C)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Matières culturelles.	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles dans le domaine des matières culturelles.

(1) *Session 1996-1997.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret : n<sup>os</sup> 165, n<sup>o</sup> 1. — Errata : n<sup>o</sup> 2. — Rapport : n<sup>o</sup> 3.

*Session 1997-1998.*

*Comptes rendus intégraux.* — Discussion. Séances des 21 et 22 octobre 1997. — Adoption. Séance du 22 octobre 1997.

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
5. Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Enseignement à horaire réduit (C)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Enseignement à horaire réduit.	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles en faveur de l'Enseignement à horaire réduit
6. Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Enseignement de promotion sociale (C)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Enseignement de promotion sociale.	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles en faveur de l'Enseignement de promotion sociale.
7. Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — COCOF (C)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — COCOF.	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles en faveur de la COCOF.
8. Fonds pour la formation et la réinsertion professionnelles — Région wallonne (C)	Intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Région wallonne.	Financement de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles en faveur de la Région wallonne.
9. Fonds des infrastructures culturelles (A)	Intervention de l'Union européenne dans le cadre des fonds structurels européens — Objectif I Hainaut.	Achat de terrains, de bâtiments. Construction, aménagement et premier équipement des infrastructures culturelles.
10. Fonds de subventionnement aux centres de vacances (A)	Versements en provenance de l'ONE.	Subventionnement de centres de vacances.
11. Fonds destiné à subventionner des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse (A)	Récupération d'allocations familiales et recouvrement de parts contributives dans le domaine de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.	Subvention des actions et des mesures d'aide à la jeunesse et de protection de la jeunesse.
12. Fonds destiné à l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (Culture) (A)	Contributions de l'Orbem et du Forem perçues selon les conventions signées.	Contribution dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (Culture).
13. Fonds d'exploitation du Centre culturel "Marcel Hicter" à La Marlagne (C)	Recettes provenant de la location et de l'hébergement des stagiaires participant à des colloques, des séminaires.	Frais de fonctionnement du centre.
14. Fonds d'exploitation du Centre de Formation socio-culturelle de Rossignol (C)	Recettes provenant de la location des locaux et de l'hébergement des stagiaires participant à des formations, des colloques.	Frais de fonctionnement du centre.
15. Fonds d'exploitation du Centre de Formation socio-culturelle de Séroule (C)	Recettes provenant de la location des locaux et de l'hébergement des stagiaires participant à des colloques, séminaires.	Frais de fonctionnement du centre.
16. Fonds pour la formation socio-culturelle (C)	Perception de droits d'inscription de particuliers, d'institutions privées et parfois de pouvoirs publics pour des activités de formation organisées à l'initiative du service de la formation d'animateurs socio-culturels. Frais inhérents à la participation à ces formations, comme les repas ou l'hébergement	Frais de fonctionnement, de nourriture, d'hébergement. Achat de matériel destiné à ces formations.
17. Fonds de remploi des indemnisations pour dommages causés au matériel fourni en prêt et du produit des prêts payants (A)	Indemnisations pour dégâts occasionnés lors d'un prêt de matériel. Produit de la vente de matériel déclassé. Produit des prêts payants.	Frais de réparation du matériel prêté : achat de pièces détachées nécessaires à la réparation du matériel endommagé. Achat de matériel similaire à celui non restitué.
18. Fonds des actions communes du Gouvernement avec le soutien du FIPI (C)	Recettes provenant de la Loterie nationale dans le cadre du Fonds d'impulsion pour la politique des immigrés (national).	Subventionnement des activités menées dans le cadre du Fonds d'impulsion à la politique des immigrés.
19. Fondations, donations, legs et prix (B)	Versement de rentes par des particuliers.	Achat de biens et de services, subventions, honoraires, investissements, dépenses diverses relatives à des actions dans le domaine culturel.
20. Fonds des Centres de Lecture publique de la Communauté française, de la Bibliothèque publique centrale de la Communauté française ainsi que du Centre de Lecture publique de la Communauté française (C)	Perception de droits d'inscription, de taxes, de prêts et d'amendes pour perte ou retard. Interventions communales dans la gestion de services publics de la Lecture. Perception des produits de ventes de biens ou de services (éditions, formations, recyclage professionnel, aide-services ou toutes initiatives répondant aux missions du CLPCF).	Achat de documents divers, de biens et de services utiles à l'accomplissement des missions dévolues à ces services (publications, formation, recherche, promotion de la lecture, diffusion littéraire, actions de coordination,...).
21. Fonds de l'édition du livre (B)	Remboursements de prêts accordés par la Communauté française à des éditeurs.	Prêts octroyés à des éditeurs en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 4 avril 1988.

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
22. Fonds d'aide à la diffusion (B)	Remboursements de prêts octroyés par la Communauté française à des librairies, en application de l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1991.	Octroi de prêts sans intérêts et de subsides aux librairies ou à leurs associations professionnelles en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 octobre 1991.
23. Fonds d'aide à la création radiophonique (B)	Contribution de la Radio et Télévision belge (RTBF) conformément à l'article 1 <sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 mai 1991 fixant des règles particulières quant à l'utilisation des ressources en provenance de la publicité commerciale dans les programmes de la RTBF et des radios privées autorisées à insérer de la publicité commerciale dans leurs programmes sonores, conformément à l'article 2, § 3, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 mai 1991 modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 23 mai 1989 fixant les modalités d'octroi, de suspension et de retrait de la reconnaissance des radios privées.	Subventionnement de projets d'émissions radiophoniques en application de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 décembre 1991 fixant les modalités relatives au fonds d'aide à la création radiophonique.
24. Fonds de développement de la presse écrite (A)	Indemnisation éventuellement due par la RTBF en application de l'article 20 du décret du 12 décembre 1977 portant statut de la RTBF modifié par le décret du 4 juillet 1989 et de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision. Recettes en provenance de la publicité commerciale à la radio et à la télévision au profit de la presse écrite en vertu de l'article 17 de la loi du 6 février 1987 relative aux réseaux de radiodistribution et de télédistribution et à la publicité commerciale à la radio et à la télévision.	Aide à la presse écrite à titre de compensation forfaitaire de la perte de revenus due à l'introduction de la publicité commerciale à la radio et à la télévision.
25. Fonds destiné à l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (Sport) (A)	Contributions de l'Orbem et du Forem perçues selon les conventions signées.	Contribution dans les rémunérations payées dans le cadre de l'exécution de l'arrêté royal n° 25 du 24 mars 1982 créant un programme de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand (Sport).
26. Fonds des sports — Rémunérations (A)	Quote-part en provenance des droits d'inscription dans les centres sportifs.	Rémunérations pour l'encadrement des activités sportives.
27. Fonds des sports — Activités (C)	Les donations et legs de toute nature dont l'affectation est faite au bénéfice de la promotion ou du développement des sports. Les dotations de la Loterie Nationale. Le produit des redevances sur les concours de paris et les pronostics sur les résultats d'épreuves sportives. Les paiements, droits d'inscription, prix d'abonnements et tous autres revenus résultant des actions développées par la Communauté française dans le domaine sportif. Le produit de tous impôts, taxes, redevances, etc. instaurés au profit du domaine sportif. Le produit d'opérations de parrainage commercial conclues à l'occasion d'actions spécifiques ou générales de promotion ou développement des sports.	Achat de biens et de services, subventions, honoraires, dépenses diverses concernant les programmes d'activités organisés pour la promotion ou le développement des sports. Achat de biens et de services, subventions, honoraires, dépenses diverses en rapport avec le fonctionnement de la Communauté française et des services dans le domaine sportif. Achat de biens et services, subventions, honoraires, dépenses diverses concernant la mise en place d'actions quelconques de promotion du sport et de l'image de l'ADEPS. Les frais de publication, d'édition, de conception, de production et de réalisation de tous documents, études, supports audiovisuels ou informatiques se rapportant aux sports.
28. Fonds de prêts au personnel en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie (C)	Remboursements de prêts octroyés par la Communauté française au personnel en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie.	Prêts consentis au personnel en activité de service, aux pensionnés et à leur veuve bénéficiant d'une pension de survie qui se trouvent dans une situation pécuniaire difficile résultant de maladies, d'accidents ou d'autres événements malheureux qui nécessitent des dépenses élevées hors de rapport avec les ressources des intéressés.
29. Fondations, donations, legs et prix (B)	Arrrages des prix et remboursement des placements venus à échéance.	Paiement des prix vers les écoles à gestion séparée, prise en charge des intérêts des produits financiers placés et des frais relatifs à la gestion desdits produits et au réinvestissement des placements venus à échéance.

Dénomination du Fonds budgétaire	Nature des recettes affectées	Objet des dépenses autorisées
30. Fonds d'intervention du Fonds social européen. Enseignement de promotion sociale (B)	Alimentation par le fonds repris sous la rubrique n° 6 relative à l'intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Enseignement de promotion sociale.	Réalisation de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles dans l'Enseignement de promotion sociale.
31. Fonds d'intervention du Fonds social européen. Enseignement à horaire réduit (B)	Alimentation par le fonds repris sous la rubrique n° 5 relative à l'intervention du Fonds social européen en faveur de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles — Enseignement à horaire réduit.	Réalisation de programmes d'actions ou de formation et de réinsertion professionnelles dans l'enseignement à horaire réduit.
32. Fonds d'impulsion à la politique de l'immigration (A)	Dons, legs, interventions de personnes publiques ou privées, notamment en provenance de la Loterie Nationale, dans le domaine de l'enseignement.	Financement de projets en matière d'immigration dans le domaine de l'enseignement.
33. Fonds destiné aux allocations d'études (loi du 19 juillet 1971 et décret coordonné le 7 novembre 1983) (B)	Recettes propres contentieuses.	Octroi d'allocations d'études.
34. Fonds des prêts d'études (C)	Remboursement des prêts octroyés.	Octroi de prêts d'études.
35. Fonds destiné aux rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement fondamental (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.
36. Fonds destiné aux rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement secondaire (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.
37. Fonds destiné aux rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement spécial (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.
38. Fonds destiné aux rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement supérieur hors université (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.
39. Fonds pour l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16 avril 1991 (B)	Recettes provenant de la réalisation de conventions passées avec d'autres établissements d'enseignement, des organismes, des institutions, des entreprises, des personnes ou des associations.	Dotation globale pour des dépenses de fonctionnement et de personnel.
40. Fonds pour l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de promotion sociale officiels subventionnés dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16 avril 1991 (B)	Recettes provenant de la réalisation de conventions passées avec d'autres établissements d'enseignement, des organismes, des institutions, des entreprises, des personnes ou des associations.	Subventions pour des dépenses de fonctionnement et de personnel.
41. Fonds pour l'affectation des recettes des établissements d'enseignement de promotion sociale libres subventionnés dans le cadre de l'application des articles 114 et 115 du décret organisant l'enseignement de promotion sociale du 16 avril 1991 (B)	Recettes provenant de la réalisation de conventions passées avec d'autres établissements d'enseignement, des organismes, des institutions, des entreprises, des personnes ou des associations.	Subventions pour des dépenses de fonctionnement et de personnel.
42. Fonds destiné aux rémunérations des agents contractuels subventionnés de l'Enseignement de promotion sociale (B)	Remboursement des rémunérations par le Forem et l'Orbem suivant les conventions signées.	Traitements des ACS.

## VERTALING

N. 98 — 224

[S - C - 97/29409]

**27 OKTOBER 1997. — Decreet houdende aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** De fondsen opgenomen in de bij dit decreet gevoegde tabel, met vermelding van de aard van de ontvangsten en het voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend, zijn begrotingsfondsen in de zin van artikel 45 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

De decreet-, wets- en andere bepalingen betreffende de begrotingsfondsen bedoeld in lid 1, blijven van toepassing, voor zover zij niet in strijd zijn noch met de bepalingen van dit organiek decreet, noch met die van artikel 45 van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit.

(1) Zie noot op de volgende bladzijde

De Regering kan aan de bij dit decreet gevoegde tabel de nodige wijzigingen aanbrengen om die in overeenstemming te brengen naar aanleiding van de wijziging of de vervanging van een decreet.

**Art. 2.** De wijze van beschikking over het tegoed vermeld bij de begrotingsfondsen opgenomen in de bij dit decreet gevoegde tabel wordt aangegeven naast de benaming van elk van die fondsen.

De fondsen waarvan de uitgaven voor voorafgaand visum aan het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover door toedoen van de Regering wordt beschikt, worden door het teken B aangegeven.

De fondsen en rekeningen waarover rechtstreeks wordt beschikt door de rekenplichtigen die de ontvangsten geboekt hebben, worden door het teken C aangegeven.

**Art. 3.** Het organiek decreet houdende oprichting van begrotingsfondsen en aanwijzing van de begrotingsfondsen vermeld in de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap van 21 december 1992, gewijzigd bij de decreten van 27 december 1993, 22 december 1994, 20 december 1995 en 25 juli 1996, wordt opgeheven.

**Art. 4.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 1998.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 27 oktober 1997.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheids promotie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,  
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

#### Bijlage

Lijst van de begrotingsfondsen in de zin van artikel 45 van de op 17 juli 1991  
gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit  
Ministerie van de Franse Gemeenschap

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
1. Fonds bestemd voor de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld bij het ministerie van de Franse Gemeenschap (B)	Terugbetaling van de BGDA en de Forem voor de bezoldiging volgens de ondertekende overeenkomsten.	Wedden van GECO's.
2. Fonds bestemd voor de bezoldiging van de gesubsidieerde contractuelen tewerkgesteld bij het ministerie van de Franse Gemeenschap (Onderwijs, Onderzoek en Vorming) (B)	Terugbetaling van de BGDA en de Forem voor de bezoldiging volgens de ondertekende overeenkomsten.	Wedden van GECO's.
3. Fonds voor gemeenschapsacties (B)	Verkoop van publicaties, catalogi, gidsen, inschrijvingsrechten op gemeenschapsgebied. Creditsaldo van de activa van de ontbonden VZW "Centre d'animation permanente". Subsidies uit de Europese Unie of andere internationale instellingen.	Aankoop van goederen en diensten, subsidies, erelonen, investeringen, diverse uitgaven in verband met buitengewone welbepaalde acties en tegemoetkomingen op gemeenschapsgebied.
4. Fonds voor opleiding tot en wederinschakeling in het beroepsleven-Culturele zaken (C)	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Culturele zaken	Financiering van programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven : Culturele zaken
5. Fonds voor opleiding tot en wederinschakeling in het beroepsleven-Onderwijs met beperkt leerplan (C)	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Onderwijs met beperkt leerplan.	Financiering van programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven, ten gunste van het onderwijs met beperkt leerplan

(1) *Zitting 1996-1997.*

*Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet : Nrs. 165, nr. 1. Errata : nr. 2. Verslag : nr. 3.

*Zitting 1997-1998.*

*Integrale verslagen.* — Bespreking. Vergaderingen van 21 en 22 oktober 1997. Aanneming. Vergadering van 22 oktober 1997.

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
6. Fonds voor opleiding tot en wederinschakeling in het beroepsleven-Onderwijs voor sociale promotie (C)	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Onderwijs voor sociale promotie	Financiering van programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven, ten gunste van het onderwijs voor sociale promotie,
7. Fonds voor opleiding tot en wederinschakeling in het beroepsleven-COCOF (C)	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - COCOF.	Financiering van programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven : COCOF.
8. Fonds voor opleiding tot en wederinschakeling in het beroepsleven-Waals Gewest (C)	Bijdrage van het Europees sociaal fonds voor programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven - Waals Gewest	Financiering van programma's of acties voor beroepsopleiding en wederinschakeling in het beroepsleven : Waals Gewest
9. Fonds voor culturele infrastructuur (A)	Bijdrage van de Europese Unie in het kader van de Europese structurele fondsen - Doelstelling I Henegouwen	Aankoop van terreinen, gebouwen. Bouw, inrichting en eerste uitrusting van culturele infrastructuur.
10. Fonds voor betoelaging van vacatiecentra (A)	Stortingen door de ONE.	Betoelaging van vakantiecentra.
11. Fonds bestemd voor de subsidiëring van acties en maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming (A)	Terugvordering van kinderbijslag en invordering van bijdragen op het gebied van de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming.	Subsidiëring van de acties en maatregelen inzake hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.
12. Fonds bestemd voor de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector cultuur) (A)	Bijdragen van de BGDA en de Forem ontvangen volgens de ondertekende overeenkomsten.	Bijdrage in de bezoldigingen betaald in het kader van de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector cultuur).
13. Exploitatiefonds van het cultureel centrum "Marcel Hicter" te La Marlagne (C)	Inkomsten uit het verhuren van lokalen en de huisvesting van stagiairs die aan colloquia, seminaries deelnemen.	Werkingskosten van het centrum.
14. Exploitatiefonds van het centrum voor socio-culturele vorming van Rossignol (C)	Inkomsten uit het verhuren van lokalen en de huisvesting van stagiairs die aan vormingsactiviteiten, colloquia deelnemen.	Werkingskosten van het centrum.
15. Exploitatiefonds van het centrum voor socio-culturele vorming van Séroule (C)	Inkomsten uit het verhuren van lokalen en de huisvesting van stagiairs die aan colloquia, seminaries deelnemen.	Werkingskosten van het centrum.
16. Fonds voor socio-culturele vorming (C)	Inning van inschrijvingsrechten van particulieren, private instellingen en soms de overheid, voor vormingsactiviteiten die worden georganiseerd op initiatief van de Dienst voor opleiding van socio-culturele animators. Kosten die inherent zijn aan het deelnemen aan die vormingsactiviteiten, zoals maaltijden of huisvesting.	Kosten voor werking, voedsel, huisvesting. Aankoop van materieel bestemd voor die vormingsactiviteiten.
17. Fonds voor wederbelegging van de vergoedingen voor schade toegebracht aan het uitgeleend materieel en de opbrengst van betaalde uitleningen (A)	Vergoedingen voor schade aangericht bij de uitlening van materieel. Opbrengst van de verkoop van gedeclasseerd materieel Opbrengst van betaalluteningen.	Kosten voor herstelling van uitgeleend materieel : aankoop van onderdelen die noodzakelijk zijn voor de herstelling van het beschadigd materieel. Aankoop van materieel dat gelijksoortig is met het niet teruggegeven materieel.
18. Fonds voor gemeenschappelijke acties van de Regering met de steun van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid (C)	Inkomsten uit de Nationale Loterij in het kader van het (nationale) Impulsfonds voor het migrantenbeleid.	Betoelaging van de activiteiten gevoerd in het kader van het Impulsfonds voor het migrantenbeleid.
19. Stichtingen, giften, legaten en prijzen (B)	Storting van renten door particulieren	Aankoop van goederen en diensten, subsidies, erelonen, investeringen, diverse uitgaven in verband met acties op cultureel gebied.
20. Fonds voor de centra voor de openbare lektuurvoorziening, de centrale openbare bibliotheek en het centrum voor de openbare lektuurvoorziening van de Franse Gemeenschap (C)	Inning van geld voor inschrijving, taxen, uitleningen en boeten voor verlies of vertraging. Gemeentelijke tegemoetkoming in het beheer van de diensten voor openbare lektuurvoorziening. Inning van de opbrengst van de verkoop van goederen of diensten (edities, opleidingscursussen, bijscholing, hulpdiensten of ieder initiatief dat beantwoordt aan de opdrachten van het CLPCF).	Aankoop van verscheidene documenten, goederen en diensten nuttig voor het vervullen van de opdrachten van deze diensten (publicaties, opleiding, onderzoek, lektuurpromotie, verspreiding van literaire werken, coördinatie-acties,...).

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
21. Fonds voor het uitgeven van boeken (B)	Terugbetaling van leningen toegestaan door de Franse Gemeenschap aan uitgevers.	Leningen toegestaan aan uitgevers bij toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 4 april 1988.
22. Steunfonds voor verspreiding (B)	Terugbetaling van leningen toegestaan door de Franse Gemeenschap aan boekhandelaars, bij toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991.	Toekenning van renteloze leningen en subsidies aan boekhandelaars of aan hun beroepsverenigingen bij toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 23 oktober 1991.
23. Steunfonds voor creatie op radio (B)	Bijdrage van de "Radio et Télévision belge (RTBF)" overeenkomstig artikel 1 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1991 tot vaststelling van bijzondere regels voor de bestemming van de inkomsten uit de commerciële reclame in de programma's van de RTBF en van de private radio's die ertoe werden gemachtigd commerciële reclame in hun klankprogramma's op te nemen, overeenkomstig artikel 2, §3, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 mei 1991 tot wijziging van het besluit van de Executieve van 23 mei 1989 tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning, de schorsing en de intrekking van de erkenning van private radio's.	Toekenning van toelagen voor projecten van radio-uitzendingen bij toepassing van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 december 1991 houdende bepaling van de modaliteiten met betrekking tot het steunfonds voor creatie op radio.
24. Fonds voor ontwikkeling van de geschreven pers (A)	Vergoeding die eventueel door de RTBF verschuldigd is bij toepassing van artikel 20 van het decreet van 12 december 1977 houdende het statuut van de RTBF, gewijzigd bij het decreet van 4 juli 1989, en van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie. Ontvangsten uit commerciële reclame op radio en televisie ten voordele van de geschreven pers krachtens artikel 17 van de wet van 6 februari 1987 betreffende de radiodistributie en teledistributienetten en betreffende de handelspubliciteit op radio en televisie.	Steun voor de geschreven pers als forfaitaire compensatie van de inkomstenderving die het gevolg is van het opnemen van commerciële reclame op radio en televisie.
25. Fonds bestemd voor de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector sport) (A)	Bijdragen van de BGDA en de Forem ontvangen volgens de ondertekende overeenkomsten.	Bijdrage in de bezoldigingen betaald in het kader van de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de non-profit sector (sector sport).
26. Sportfonds - Bezoldigingen (A)	Bijdrage uit de inschrijvingsrechten in de sportcentra	Bezoldigingen voor omkadering van sportactiviteiten.
27. Sportfonds - Activiteiten - (C)	Allerlei giften en legaten die bestemd worden voor de bevordering of de ontwikkeling van sport. Dotaties aan de Nationale Loterij. De opbrengst van heffingen op wedstrijden van weddenschappen en voorspellingen op sportuitslagen. Betalingen, inschrijvingsrechten, abonnementsprijzen en alle andere inkomsten uit acties van de Franse Gemeenschap op het gebied van sport. De opbrengst van alle inkomsten, taksen, heffingen, enz. ingevoerd ten voordele van sport. De opbrengst van akkoorden inzake commerciële sponsoring afgesloten in het kader van specifieke of algemene acties ter bevordering of ontwikkeling van sport.	Aankoop van goederen en diensten, subsidies, erelonen, diverse uitgaven betreffende de activiteitenprogramma's die worden georganiseerd ter bevordering of ontwikkeling van sport. Aankoop van goederen en diensten, subsidies, erelonen, diverse uitgaven in verband met de werking van de sportcentra van de Franse Gemeenschap en de diensten op het gebied van sport. Aankoop van goederen en diensten, subsidies, erelonen, allerlei uitgaven voor de organisatie van allerhande acties ter bevordering van sport en van het imago van het ADEPS. De kosten voor publicatie, uitgave, ontwerp, productie en realisatie van alle documenten, studies, audiovisuele of informatica-dragers in verband met sport.

Benaming van het begrotingsfonds	Aard van de bestemde ontvangsten	Voorwerp van de uitgaven waarvoor machtiging werd verleend
28. Leningsfonds voor de personeelsleden in actieve dienst, de gepensioneerden en hun weduwe, rechthebbende op een overlevingspensioen (C)	Terugbetaling van leningen toegekend door de Franse Gemeenschap aan personeelsleden in actieve dienst, gepensioneerden en hun weduwen die een overlevingspensioen genieten.	Leningen toegekend aan personeelsleden in actieve dienst, gepensioneerden en hun weduwen die een overlevingspensioen genieten, die geldelijk moeilijkheden ondervinden ten gevolge van ziekte, ongeval of andere ongelukkige gebeurtenissen en derhalve kosten moeten dragen die buiten verhouding staan tot hun bestaansmiddelen.
29. Stichtingen, schenkingen, legaten en prijzen (B)	Achterstallige prijzen en terugbetaling van beleggingen op de vervaldatum	Prijzen voor scholen met afzonderlijk beheer, tenlasteneming van de rente van financiële beleggingen en van de kosten voor beheer en wederbelegging
30. Interventiefonds van het Europees Sociaal Fonds - Onderwijs voor sociale promotie (B)	Stijving door fonds nr. 6 : Bijdrage ESF voor actie- en opleidingsprogramma's en wederinschakeling in het beroepsleven : Onderwijs voor sociale promotie	Actie- en opleidings-programma's en wederinschakeling in het beroepsleven : Onderwijs voor sociale promotie
31. Interventiefonds van het Europees Sociaal Fonds - Onderwijs met beperkt leerplan (B)	Stijving door fonds nr. 5 : Bijdrage ESF voor actie- en opleidingsprogramma's en wederinschakeling in het beroepsleven : Onderwijs met beperkt leerplan	Actie- en opleidings-programma's en wederinschakeling in het beroepsleven : Onderwijs met beperkt leerplan
32. Impulsfonds voor het migrantenbeleid (A)	Giften, schenkingen, bijdragen van rechts- of privé-personen, o.m. de Nationale Loterij op het gebied van het onderwijs.	Financiering van projecten inzake onderwijs voor migranten.
33. Fonds voor studie-toelagen (wet 19 juli 1971 en gecoördineerd decreet 7 november 1983) (B)	Eigen ontvangsten uit geschillen	Toekenning van studieleningen
34. Fonds voor studieleningen (C)	Terugbetaling toegekende leningen	Toekenning studieleningen
35. Fonds voor de bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : basisonderwijs (B)	Terugbetaling van wedden door "Forem" en "Orbem" volgens ondertekende overeenkomsten	Wedden van GECO's
36. Fonds voor de bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : secundair onderwijs (B)	Terugbetaling van wedden door "Forem" en "Orbem" volgens ondertekende overeenkomsten	Wedden van GECO's
37. Fonds voor de bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : buitengewoon onderwijs (B)	Terugbetaling van wedden door "Forem" en "Orbem" volgens ondertekende overeenkomsten	Wedden van GECO's
38. Fonds voor de bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : NUHO (B)	Terugbetaling van wedden door "Forem" en "Orbem" volgens ondertekende overeenkomsten	Wedden van GECO's
39. Fonds ingesteld voor de aanwending van de ontvangsten van de onderwijsinstellingen voor sociale promotie van de Gemeenschap (toepassing van de art. 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie van 16 april 1991) (B).	Ontvangsten door de verwezenlijking van overeenkomsten met andere onderwijsinstellingen, organisaties, instellingen, bedrijven, personen of verenigingen.	Globale dotatie voor werkings- en personeelsuitgaven.
40. Fonds ingesteld voor de aanwending van de ontvangsten van de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen voor sociale promotie (toepassing van de art. 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie van 16 april 1991) (B).	Ontvangsten door de verwezenlijking van overeenkomsten met andere onderwijsinstellingen, organisaties, instellingen, bedrijven, personen of verenigingen.	Toelage voor werkings- en personeelsuitgaven.
41. Fonds ingesteld voor de aanwending van de ontvangsten van de officiële gesubsidieerde onderwijsinstellingen voor sociale promotie (toepassing van de art. 114 en 115 van het decreet tot regeling van het onderwijs voor sociale promotie d.d. 16.4.1991) (B).	Ontvangsten door de verwezenlijking van overeenkomsten met andere onderwijsinstellingen, organisaties, instellingen, bedrijven, personen of verenigingen.	Toelage voor werkingsuitgaven.
42. Bezoldiging van gesubsidieerde contractuelen : onderwijs voor sociale promotie (B)	Terugbetaling van wedden door "Forem" en "Orbem" volgens ondertekende overeenkomsten	Wedden van GECO's